



Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2001

**Allocution prononcée devant
l'Assemblée législative**

**Présenté aux
membres de l'Assemblée législative de l'Ontario
par l'honorable James M. Flaherty
ministre des Finances
Le 6 novembre 2001**

Sous réserve de modifications



Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2001*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1
416 325-0333

ou appeler au :

Centre d'information du ministère des Finances (sans frais d'interurbain)

Demandes en français : 1 800 668-5821

Demandes en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
<http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html>

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :

Publications Ontario

880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8

Téléphone : 416 326-5300

Commandes de l'extérieur : 1 800 668-9938

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095

Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2001

ISSN 1499-5573

This document is available in English under the title: *2001 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review*.



Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2001

**Allocution prononcée devant
l'Assemblée législative**



Monsieur le Président, les événements effroyables du 11 septembre nous ont rappelé que nous ne devons pas tenir pour acquis les valeurs qui nous sont chères et notre mode de vie. Aux lendemains de cette tragédie horrifiante, nous en sommes venus à apprécier davantage les valeurs qui définissent notre société telles que :

- le respect de la personne;
- les possibilités économiques;
- la justice;
- la compassion;
- la libre circulation des personnes, des marchandises et des idées.

En faisant le point aujourd'hui sur les perspectives économiques et la situation financière de la province, j'entends mettre l'accent sur la préservation et la défense de nos valeurs fondamentales.

J'estime que nous pouvons demeurer fidèles à nos valeurs en suivant les principes clés qui orientent nos politiques économiques et financières depuis 1995. Ces principes comprennent les suivants :

- un engagement envers la croissance économique afin de créer des emplois;
- la conviction que les Ontariennes et Ontariens sont les mieux placés pour décider eux-mêmes comment ils dépenseront et investiront leur argent;
- la responsabilité financière, ce qui signifie dépenser judicieusement les deniers publics pour donner aux contribuables les meilleurs services qui soient au meilleur coût possible;
- des choix responsables - en raison du très grand nombre de besoins auxquels il doit répondre, le gouvernement doit définir des priorités et faire des choix responsables;

Préserver nos valeurs fondamentales

Principes qui orientent nos décisions

- la reddition de comptes, car les Ontariennes et Ontariens ont le droit de savoir à quoi leur argent est employé;
- la protection des personnes les plus vulnérables, car dans une société compatissante, nous avons le devoir d'aider les personnes dans le besoin. C'est en favorisant la croissance, en dépensant de manière judicieuse et en faisant des choix responsables que nous pouvons venir en aide aux personnes les plus vulnérables;
- enfin, une démarche axée sur l'avenir afin que, tout en réglant les problèmes immédiats, nous prenions les mesures nécessaires pour bâtir notre avenir.

Ces principes ont su nous guider dans la bonne voie et ils nous aideront à maintenir le cap.

Maintenir le cap

Pour maintenir le cap, il faudra faire preuve de leadership et savoir prendre des décisions difficiles.

Depuis 1995, le premier ministre Mike Harris a su être le leader dont nous avons besoin. Sous son leadership, l'Ontario a connu une prospérité inégalée.

- Nous avons assisté à la création de 824 200 emplois nets.
- Le revenu disponible a augmenté de 20 pour 100.
- 602 000 personnes sont devenues autonomes en quittant les rangs des bénéficiaires de l'aide sociale.
- Pour la première fois en près de cent ans, la province devrait afficher un budget équilibré pour la troisième année consécutive.
- L'époque des déficits étant maintenant révolue, la cote de solvabilité de la province a été haussée.

Pour maintenir le cap, il faudra faire preuve de leadership et savoir prendre des décisions difficiles.

Nous avons réussi sur plusieurs fronts. Nous avons géré les finances avec prudence, réduit les impôts et favorisé la création d'emplois. Grâce à ces réalisations, nous pouvons offrir les

services auxquels la population attache de l'importance et de l'aide aux personnes les plus vulnérables.

Par exemple, nous avons respecté notre promesse d'augmenter les services pour les personnes qui ont des troubles du développement. Plus de 50 millions de dollars ont été fournis cette année pour élargir les services communautaires et permettre aux organismes d'embaucher du personnel de première ligne. En outre, nous investissons 67 millions de dollars sur cinq ans pour créer de nouvelles places à l'intention des personnes ayant des troubles du développement afin de leur permettre de vivre au sein de la collectivité.

À l'instar d'un grand nombre de membres de l'Assemblée, j'ai rencontré des parents âgés qui se préoccupent de l'avenir de leurs enfants adultes ayant des troubles du développement. J'espère que cet investissement contribuera à les rassurer.

Le climat économique de l'Ontario connaît cependant des changements marqués. Actuellement, les prévisionnistes du secteur privé, en moyenne, estiment que le taux de croissance de l'économie ontarienne ne sera que de 1,1 pour 100 cette année et de 1,3 pour 100 l'an prochain. C'est là un changement considérable comparativement aux taux de 2,3 pour 100 pour cette année et de 3,6 pour 100 pour l'an prochain qu'ils prévoyaient lors de la préparation du budget du printemps dernier. Bien que les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à une reprise économique vers le milieu de 2002 et à une croissance accélérée atteignant jusqu'à 4,3 pour 100 en 2003, nous savons que nous devons faire face à des défis économiques et financiers de taille.

À l'heure actuelle, deux options s'offrent à nous : nous pouvons revenir aux jours des budgets déficitaires, des hausses d'impôts et des taux élevés de chômage, ou nous pouvons nous inspirer du leadership du premier ministre et réaffirmer notre engagement envers la responsabilité fiscale. Nous croyons que la réponse est évidente.

Nous pouvons offrir les services auxquels la population attache de l'importance et de l'aide aux personnes les plus vulnérables.

Notre gouvernement ne laissera pas s'échapper les gains durement obtenus qui nous ont permis de rétablir la prospérité de l'Ontario. Aujourd'hui, je tiens à affirmer aux Ontariennes et aux Ontariens que, grâce au leadership du premier ministre et à leurs efforts assidus, l'Ontario est mieux préparé que jamais à faire face à une période d'incertitude économique.

Le point sur la situation financière

Nous prévoyons afficher un budget équilibré en 2001-2002. Pour faire face aux imprévus, nous avons inclus dans le budget du printemps une réserve de 1 milliard de dollars. Nous y puiserons 300 millions de dollars afin d'équilibrer le budget du présent exercice, ce qui nous laissera une réserve de 700 millions de dollars.

Le printemps prochain, nous entendons déposer le quatrième budget équilibré consécutif de l'Ontario.

Cependant, le ralentissement de la croissance économique signifie des recettes moins importantes pour le gouvernement. Puisque nous sommes liés par notre engagement envers la responsabilité financière, nos dépenses ne peuvent augmenter qu'au même rythme que nos recettes. Notre gouvernement n'est pas de ceux qui optent pour des budgets déficitaires dans le cadre de leur planification.

À l'heure actuelle, nous prévoyons une baisse de nos recettes. Toutefois, les besoins dans les secteurs prioritaires de la santé, de l'éducation et de l'infrastructure, eux, continuent d'augmenter.

Nous prévoyons afficher un budget équilibré en 2001-2002.

La santé est le poste de dépenses le plus important du budget de l'Ontario.

Depuis le printemps, nous avons augmenté le financement des hôpitaux de 300 millions de dollars. Cette année, nous dépensons plus de 23,7 milliards de dollars dans le domaine de la santé, soit une hausse de 6,9 pour 100 par rapport à l'an dernier.

Nous avons augmenté notre investissement dans la santé de plus de 6 milliards de dollars depuis que nous sommes au pouvoir.

Le niveau de financement du gouvernement fédéral, quant à lui, continue de diminuer par rapport à celui de 1994-1995. Pour rétablir sa part des coûts à ce qu'elle était en 1994-1995, le gouvernement fédéral devrait fournir, aux fins du système de santé de l'Ontario, 2 milliards de dollars de plus en 2002-2003, montant qui atteindrait 3 milliards de dollars en 2005-2006.

Nous avons pu jusqu'à maintenant absorber ce manque à gagner attribuable au gouvernement d'Ottawa. Mais dans un contexte de ralentissement économique, nous n'avons plus les moyens de le faire.

Pour être franc, j'ai peu d'espoir que le ministre des Finances fédéral s'engage à fournir les fonds nécessaires pour le système de santé de l'Ontario. Nous commencerons donc bientôt à effectuer des consultations sur les moyens de combler le manque à gagner fédéral en vue du budget de l'Ontario de 2002.

Notre gouvernement fera les choix difficiles qui s'imposent pour assurer un avenir meilleur pour l'Ontario. Il ne fait aucun doute que nous sommes le gouvernement le mieux placé pour mener l'Ontario à bon port dans ces temps d'incertitude.

Certains prétendent que, dans une telle situation, nous ne devrions pas aller de l'avant avec nos réductions d'impôts. D'autres préconisent même d'augmenter les impôts. Nous croyons toutefois que notre plan de réduction des impôts est plus pertinent que jamais. De faibles taux d'imposition attirent les entreprises. Une hausse des activités commerciales signifie un plus grand nombre d'emplois et des recettes accrues pour le gouvernement. Depuis que nous avons commencé à réduire les impôts, nos recettes fiscales ont augmenté de presque 15 milliards de dollars par année.

Avec notre gouvernement à la barre, l'Ontario a su affronter des tempêtes par le passé. La population peut compter sur nous pour continuer dans la même voie.

Renforcement de la sécurité économique de l'Ontario

Les événements du 11 septembre ont mis en lumière plus que jamais l'importance cruciale de la sécurité des collectivités pour une économie vigoureuse. C'est pourquoi, aux lendemains de ces tragédies, le gouvernement a agi rapidement pour accroître la sécurité de l'Ontario.

- Le premier ministre a nommé deux conseillers en sécurité auprès du gouvernement provincial : un ancien commissaire de la GRC, M. Norman Inkster, et le major-général Lewis MacKenzie, tous deux à la retraite.
- Nous procédons actuellement à un examen détaillé de nos plans d'intervention en cas d'urgence.
- Nous avons également financé la mise sur pied d'une unité d'intervention rapide de la Police provinciale de l'Ontario pour combattre les menaces de terrorisme, ainsi que d'une unité anti-terrorisme chargée de faire enquête sur les terroristes et leurs sympathisants, et de les dépister.

J'annonce aujourd'hui trois autres mesures de lutte contre le terrorisme et de gestion des services d'urgence, ce qui porte les récents investissements de l'Ontario au chapitre de la sécurité à plus de 30 millions de dollars. Ces nouveaux fonds ont pour objet de :

- permettre à Mesures d'urgence Ontario d'aider davantage les municipalités à préparer leurs plans locaux d'intervention en cas d'urgence;
- construire une installation de formation à la lutte contre le terrorisme à l'intention des services municipaux de police;
- construire un centre de formation à la gestion des services d'urgence à l'intention des pompiers et des ambulanciers.

Les questions de sécurité frontalière sont également critiques pour l'économie. Le quart de la production ontarienne est exporté vers les États-Unis. La moitié des exportations manufacturières est destinée aux États-Unis. De nombreuses entreprises manufacturières ontariennes dépendent de la livraison juste à

temps des pièces importées. Il est donc essentiel que soient préservées la libre circulation des biens et des services et la sécurité des frontières.

Les premiers ministres de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique préconisent l'instauration d'un périmètre commun de sécurité à l'échelle nord-américaine. Des chefs d'entreprises me disent que l'Ontario doit être à l'intérieur, et non à l'extérieur, de ce périmètre si nous voulons que la province demeure un endroit de choix pour les investissements ou les affaires.

Je mets le gouvernement fédéral au défi de s'engager à l'égard d'un périmètre de sécurité nord-américain. Nous devons collaborer avec nos voisins américains afin d'éliminer les barrières qui nous séparent et d'établir une frontière sûre autour de nos territoires.

Les questions frontalières relèvent du gouvernement fédéral, mais elles comportent d'énormes enjeux économiques pour toutes les provinces. Il faut adopter une approche concertée pour chercher des solutions.

À la suite des tragédies du 11 septembre, nous avons réitéré notre confiance dans la population et les entreprises de la province en proposant de devancer l'entrée en vigueur des réductions d'impôt prévues. Je dépose donc aujourd'hui un projet de loi visant à ce que les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers, sur les sociétés et sur le capital, prévues pour le 1^{er} janvier, entrent en vigueur le 1^{er} octobre. Je suis ravi d'annoncer que ce projet de loi prévoit en outre accélérer l'application du taux moins élevé de l'impôt sur les petites entreprises à un plus grand nombre de sociétés. Grâce à ces modifications aux règles fiscales, l'économie devrait bénéficier de l'injection de 176 millions de dollars de plus cette année.

Monsieur le Président, nous savons que les événements du 11 septembre ont eu des effets dévastateurs sur le secteur du tourisme. Des représentants de cette industrie nous ont parlé des occasions d'affaires ratées, des heures de travail réduites et

*Il est essentiel que soient
préservées la libre circulation
des biens et des services et la
sécurité des frontières.*

des pertes d'emplois dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie. Pour faire face à ce problème, le ministère du Tourisme, de la Culture et des Loisirs a lancé le mois dernier une stratégie de marketing touristique à laquelle on a affecté une somme de 4 millions de dollars. J'annonce aujourd'hui un investissement supplémentaire de 10 millions de dollars pour appuyer une campagne plus intensive et diversifiée. Cette initiative comporte deux volets :

- le premier, « Venez voir vos amis », s'adresse à nos voisins des États frontaliers;
- le deuxième, « Fierté Ontario », vise à encourager les Ontariennes et Ontariens à découvrir les attraits de notre belle et intéressante province, afin de compenser la diminution du nombre de touristes étrangers.

Je voudrais donc demander aux familles qui songent à prendre de petites vacances cet hiver à envisager des activités qui se passent ici même, en Ontario. Il n'y a que l'embarras du choix, depuis le festival des lumières de Cullen Gardens, à Whitby, jusqu'à une représentation du *Messiah* de Haendel, à Stratford, en passant par la promenade du Noël d'antan, à North Bay, pour ne mentionner que quelques-unes des activités possibles.

La population de la province peut jouer un rôle dans la relance de l'économie. Si nous nous serrons les coudes, les gestes individuels peuvent vraiment améliorer la situation. Voici certaines choses que les Ontariennes et Ontariens peuvent faire pour stimuler l'économie :

- commencer dès maintenant à faire leurs achats des Fêtes;
- acheter un présent de plus cette année, pour le donner à une personne moins fortunée par l'entremise des nombreuses campagnes mises sur pied par les organismes de bienfaisance dans toute la province;
- faire effectuer immédiatement les travaux de rénovation domiciliaire qu'ils avaient reportés;
- aller manger au restaurant avec leur famille.

Bref, l'économie ne peut que bénéficier d'un retour à la normale.

Nous savons qu'un ralentissement économique est particulièrement pénible pour les parents à faible revenu. Nous apprécions à leur juste valeur leur travail acharné et leur dévouement envers leur famille.

Le budget du printemps libérera 75 000 travailleurs à faible revenu de leur fardeau fiscal, afin qu'ils puissent conserver une plus grande part de l'argent qu'ils auront durement gagné. Aujourd'hui, nous pensons une fois de plus aux familles. Nous comprenons à quel point elles peuvent souffrir du ralentissement économique. C'est la raison pour laquelle j'annonce aujourd'hui un versement unique de 100 \$ par enfant de moins de 7 ans, destiné aux familles travailleuses à revenu faible ou moyen.

Nous entendons verser ces sommes aux familles à temps pour le magasinage des Fêtes, en décembre. Cette mesure donnerait un petit coup de pouce à ces parents pour les aider à faire ce qu'ils font de mieux, s'occuper de leurs enfants. Environ 367 000 enfants bénéficieraient de cette initiative. Le versement moyen serait d'environ 165 \$ par famille.

L'un de nos avantages économiques est l'engagement incomparable qu'a pris notre gouvernement d'investir dans les routes, les hôpitaux, les collèges et les universités de l'Ontario. Ces investissements appuieront la croissance démographique et économique.

À la fin du présent exercice, le gouvernement provincial aura investi près de 9 milliards de dollars par l'entremise de la Société ontarienne SuperCroissance et engagé des sommes supplémentaires pour financer l'infrastructure municipale. Grâce aux partenariats entre les secteurs public et privé, la totalité des investissements atteindra plus de 13 milliards de dollars.

**Bâtir pour l'avenir**

De plus, nous nous sommes engagés à verser 3 milliards de dollars dans le cadre d'un plan d'investissement de 9 milliards de dollars axé sur les transports en commun. Ce projet a pour but de renouveler et d'élargir les services de transport en commun dans la région du Golden Horseshoe et dans diverses localités de la province. Les municipalités de l'Ontario ont répondu favorablement à cette initiative. Nous attendons toujours que le gouvernement fédéral s'engage à faire sa part.

Les projets SuperCroissance ne sauraient mieux tomber. Ils nous aideront à maintenir notre stabilité économique en cette période d'incertitude.

Partout en Ontario, les bétonnières sillonnent les chantiers et les équipes de travail sont à l'oeuvre. Voici quelques exemples des centaines de projets SuperCroissance en cours :

- l'affectation de 560 millions de dollars pour améliorer le réseau de routes provinciales dans la région du grand Toronto depuis 1999;
- un grand projet de modernisation du centre de santé St. Joseph's à Toronto;
- la construction du centre Bahen de technologie de l'information à l'Université de Toronto;
- la construction de nouveaux locaux pour les étudiantes et étudiants au campus d'Oshawa du Collège Durham, d'un immeuble pour la faculté de chimie à l'Université Queen's et d'un centre de technologie de pointe et de formation universitaire à l'Université Lakehead.

Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui une autre série d'investissements effectués dans le cadre de l'initiative SuperCroissance :

- 13,4 millions de dollars en vue d'aménager un parc de recherche et de technologie au campus de l'Université de Waterloo, afin de fournir aux entreprises de technologie de pointe et aux entreprises de recherche l'espace nécessaire à leur expansion;

- 6,6 millions de dollars pour moderniser l'usine de traitement de l'eau de la rue David, afin que les 40 000 résidents de Sudbury aient accès à une eau potable pure et sans danger;
- 32 millions de dollars pour des projets prioritaires afin de permettre à London de tirer parti de son emplacement stratégique dans le couloir commercial de l'autoroute 401, comme l'élargissement de l'Airport Road et la viabilisation du parc industriel Skyway;
- 70 millions de dollars dans le cadre d'un projet d'investissement touchant les transports et le tourisme dans la ville d'Ottawa, lequel a pour but d'améliorer l'accès aux parcs commerciaux, de promouvoir le tourisme local et d'appuyer les plans municipaux de croissance intelligente.

Nous annoncerons d'ici la fin de l'année des détails sur ces initiatives, ainsi que sur des centaines d'autres projets dans les domaines du sport, de la culture, du tourisme, des transports et de l'assainissement de l'eau potable. Tous ces investissements contribueront à mettre l'Ontario sur la voie de la réussite économique à long terme. De plus, ils permettront aux collectivités visées de bénéficier dès maintenant de l'aide financière accordée aux fins des immobilisations.

Le gouvernement est au service de la population et les Ontariennes et Ontariens ont le droit de savoir à quoi est employé leur argent. Je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que nous donnerons suite à l'engagement que nous avons pris dans le budget et que nous effectuerons un examen des activités et des services du gouvernement provincial afin de vérifier si les ressources sont utilisées de manière optimale. Cet examen a pour but de nous assurer que les recettes du gouvernement servent aux services fondamentaux sur lesquels la population compte, et non à des secteurs où le gouvernement ne devrait pas intervenir. L'examen de l'optimisation des ressources vient

*Ces investissements
contribueront à mettre l'Ontario
sur la voie de la réussite
économique à long terme.*

Rendre des comptes aux contribuables

s'ajouter aux mesures prises ces dernières années pour améliorer la responsabilisation, notamment :

- les plans d'activités publiés chaque année par les ministères;
- la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*;
- la *Loi de 1999 sur l'équilibre budgétaire*.

Le regard tourné vers l'avenir

Notre qualité de vie est étroitement liée au rendement de notre économie. Seule une économie prospère permet de créer la richesse requise pour fournir les services publics essentiels, tels que les soins de santé et l'éducation, et pour venir en aide aux personnes dans le besoin. Seule une économie prospère permet d'offrir aux familles travailleuses la promesse d'un avenir meilleur.

Nous avons jeté les assises d'une croissance à long terme et rien ne nous fera changer de cap. La population de l'Ontario peut envisager avec confiance l'avenir économique à long terme de la province.

Quand je me suis lancé en politique, ce n'est pas à mon propre avenir que je pensais, mais bien au monde dans lequel vivraient mes trois fils. Je crois que la plupart des parents envisagent les choses sous cet angle. Nous prenons des décisions non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain.

Une économie prospère permet d'offrir aux familles travailleuses la promesse d'un avenir meilleur.

C'est ainsi que doivent agir les gouvernements. Et c'est ainsi que notre gouvernement agit.